



la Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA IV^e Internationale



"Ce ne sont pas les Syndicats ouvriers qui pensent à déposséder les patrons de la direction de leurs entreprises..."

(Éditorial de "l'Humanité" 29.1.38)

Jouhaux et Frachon veulent même que les ouvriers servent de chair à canon pour que les patrons trouvent de nouveaux marchés pour les entreprises.

Sur la voie de la guerre impérialiste

LEUR "STATUT DU TRAVAIL" IMPOSERAIT DANS L'USINE LE RÉGIME DE LA CASERNE

Voici quatre années que se produisait le coup de force réactionnaire qui mit fin aux soixante années de régime démocratique en France...

Six députés socialistes et communistes acceptent de rapporter des projets contre le droit de grève, infligeant 3 années de prison à ceux qui résisteront aux arbitres bourgeois...

D'une semaine à l'autre

SEMAINE de profond malaise dans le monde entier. Les inquiétudes du capitalisme (crise économique, crises politiques, dangers de guerre) se sont manifestées par une nouvelle baisse générale du cours des matières premières...

Depuis 20 mois, le Front populaire a pris le pouvoir. S'il s'était appuyé sur les masses qui l'ont porté au pouvoir, il aurait pu réaliser tout, car il disposait d'une force énorme.

Il est impossible d'aborder les projets de « statut du travail » sans observer la duplicité de ceux qui dirigent les organisations ouvrières.

tres entreprises, le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement du service indispensable, en accord avec les employeurs et les travailleurs intéressés...

Mais si la grève se poursuit ? L'article 5 a prévu le coup :

« Lorsque la grève se poursuit malgré un vote défavorable ou après la notification de la sentence arbitrale, quiconque aura, à l'aide de la violence, voies de fait, menaces, manœuvres frauduleuses, occupation des lieux de travail, entravé ou tenté d'entraver la liberté du travail, sera passible d'un emprisonnement de 6 jours à 3 ans et d'une amende de 15 à 5.000 francs...

Les derniers mots sont placés par dérision. L'employeur ne demandera pas mieux que d'appliquer une sentence défavorable aux ouvriers...

L'article 5 précise le rôle des délégués : « Les délégués ont pour rôle de transmettre à la direction toutes les réclamations... »

Mais s'ils appellent leurs camarades à lutter ? Pour le « statut » proposé, c'est exécuter les limites du mandat et le projet prévoit des sanctions :

« Tout délégué qui aura excédé les limites de son mandat pourra être déchu de sa qualité de délégué sur requête du chef d'établissement par le conseil de prud'hommes ou, s'il n'existe pas de conseil de prud'hommes, par le juge de paix... »

Tout la législation proposée tend à briser la résistance ouvrière. Elle reconnaît le droit de grève, mais le soumet à des conditions qui l'anulent, qui interdisent également sur le plan formel — la grève de solidarité.

Ce sont messieurs les super-arbitres, hauts magistrats de la République, qui décideront si les ouvriers ont raison ou non.

Ce n'est pas tout à fait le système de la caserne. — Le fascisme lui-même ne peut aller jusque-là — mais c'est un pas vers la militarisation des ouvriers.

La classe ouvrière ne se laissera pas militariser. Pour imposer sa résistance, pour la coordonner, il faut que la question ne soit pas l'objet d'un trafic de couloirs des ministères et du parlement.

EN août dernier, le Guépéou fit assassiner, à Lausanne, un de ses anciens dirigeants, Ignace Reiss, qui avait rompu, en juillet, avec Staline, pour « retourner à Lénine »...

La justice française avait entre ses mains une complice des assassins. Moyennant une caution de 50.000 fr. versés par la Représentation commerciale soviétique à Paris, la justice bourgeoise libéra Lydia Grossovsky qui prit aussitôt la fuite...

Staline peut acheter à prix d'or des arrêts de la justice du capitalisme français. Les militants révolutionnaires n'en tireront pas une leçon nouvelle ; ils savent qu'ils doivent organiser leur défense eux-mêmes.

La liberté ? On a arrêté quelques « cagouleurs » qui n'ont été que des exécutants, on laisse en liberté les dirigeants réels, les Tardieu, La Rocque, Doriot...

Mais ce même M. Croizat, dirigeant de la Fédération des Métaux, le même Monmousseau, dirigeant de « La Vie Ouvrière », flanqué d'un autre stalinien, de 3 socialistes et d'un démocrate-populaire (ça, c'est pour les travailleurs chrétiens) acceptent de rapporter sur la base des projets déposés par Chauvets (accords pris à la Commission du Travail le 1^{er} février).

Cinq numéros de "la Commune" poursuivis

NOTRE RÉPONSE A LA RÉPRESSION : NOUS PARAITRONS 3 FOIS PAR SEMAINE

CINQ NUMEROS DE « LA COMMUNE » POURSUIVIS MOTIF : PROVOCATION AU MEURTRE POUR AVOIR PUBLIE LES MOTS D'ORDRE SUIVANTS : ARMEMENT DU PROLETARIAT ! MILICES OUVRIÈRES ! FORMATION DE SOVIETS MEME DANS LES CASERNES !

Depuis sa parution, notre « Commune » est habitée aux sursauts de zèle des juges bourgeois qui, obéissant par ordre supérieur, nous convoquent de temps à autre pour nous incriminer d'une provocation quelconque (au meurtre, de militaires à la désobéissance, etc...).

Les ministères de Front populaire se sont distingués particulièrement dans ce domaine.

Nous avons été menacés même de la Cour d'assises. Puis, après avoir fait constituer de volumineux dossiers, par des juges trop pressés, M. Auriant a été obligé de nous interdire une tribune où nous aurions pu trop facilement à son gré démasquer la trahison de ses amis.

Il lui était facile, en effet, de faire perquisitionner chez nos camarades, au moment de l'attentat de l'Étoile, de faire des descentes à notre siège, d'essayer d'intimider nos militants et d'entraver notre travail ; mais nous fournir un moyen de nous expliquer devant les ouvriers ! Pas si bête, M. Auriant !

Pourtant, nous sommes bien gênés ! Comment ! aux yeux de tous, les fascistes s'arment activement ! Le C.S.A.R. a été créé pour défendre le patronat, pour écraser les luttes ouvrières, briser les grèves et assassiner les militants !

Nous stalinien tricolores ont hurlé aux « Tueurs de Français » ! ET NOUS OSONS DIRE AUX OUVRIERS DE NE PAS SE CONTEN-TER DE PHRASES, DE FORMER LEURS MILICES ET DE S'ARMER, POUR REPENDRE AUX FASCISTES, DEFENDRE LEURS DROITS, ET RENVERSER LE RÉGIME !

Quelle provocation ! Que fallait-il dire aux ouvriers ?

Terrez-vous comme des lapins dans leurs terriers ? Courbez l'échine et attendez qu'on vous écrase ? Attendez patiemment que vos chefs capitulent et trahissent un peu plus ouvertement ?

Non, messieurs les patriotes stalinien ou socialistes. Non ! Nous savons que votre position est difficile à défendre. Vous ne pouvez, en effet, appeler les ouvriers à l'Union sacrée et les guider dans leur lutte de classe. Vous ne pouvez rassembler, sous le torchon tricolore, fascistes et catolins en même temps que militants ouvriers, si vous expliquez aux ouvriers qu'ils doivent se défendre en attaquant le régime capitaliste !

A Arcachon, vous avez donné les preuves de votre cynisme. Remplaçant la police, vous êtes vous-mêmes descendus pour perquisitionner chez un de vos militants, parce que vous supposez détenir des armes. Votre impatience d'avoir bientôt l'appareil de répression en main vous a mal guidés et n'a fait qu'ouvrir les yeux à un de vos militants qui a démissionné du P.C.

VOUS INTERDISEZ MAINTENANT A VOS ADHERENTS DE POSSEDER DES ARMES !

Demain, liqués à l'appareil de répression bourgeois, votre répression prendra un caractère plus brutal.

Que votre clique du Guépéou, avec son agent principal en France, M. Duclos, prépare avec les défenseurs du régime bourgeois, Michelin et Cie, leurs listes noires, leurs amalgames (genre procès de Moscou) et leurs guet-apens.



VOICI NOTRE REPONSE : « LA COMMUNE » PARAITRA DESORMAIS 3 FOIS PAR SEMAINE !

Pour faciliter la pénétration, dans les entreprises, de nos mots d'ordre, Pour permettre aux travailleurs de suivre de plus près les événements du mouvement ouvrier et le développement de la situation politique,

Nous avons voulu donner à nos militants une arme plus maniable et plus facile à diffuser. « LA COMMUNE » paraîtra désormais le MARDI, le JEUDI et le SAMEDI, sur un format plus réduit, au prix de 0 fr. 25, notre situation ne permettant pas un excédent de dépenses sur notre budget habituel.

Pendant un mois, nous tentons cette expérience.

Que nos correspondants ouvriers fassent diligence pour nous adresser leurs renseignements sur leurs boîtes.

Qu'ils fassent le maximum d'efforts pour diffuser notre petit journal, QU'AUCUNE REPRESSION NE FÉRA DISPARAITRE, fussent tous nos patriotes, de Thorez à Reynaud, en crever de rage.

La guerre ? Sa menace dans le monde a acquis un caractère étouffant : 1 milliard par jour est consacré aux budgets de guerre avoués. Des suppléments de crédits sont décidés successivement par tous les Etats.

Les patrons font aussi la grimace devant les projets. Ils vont certainement faire présenter par leurs agents directs des amendements en leur faveur ; cette tactique leur a déjà servi avec la loi sur l'arbitrage obligatoire, toute à leur profit, dont ils ont laissé la responsabilité à la majorité Front populaire et plus spécialement aux députés socialistes et communistes.

Les patrons font aussi la grimace devant les projets. Ils vont certainement faire présenter par leurs agents directs des amendements en leur faveur ; cette tactique leur a déjà servi avec la loi sur l'arbitrage obligatoire, toute à leur profit, dont ils ont laissé la responsabilité à la majorité Front populaire et plus spécialement aux députés socialistes et communistes.

La guerre ? Elle ne fait pas seulement rage en Extrême Orient et en Espagne. Les incidents, surtout en Espagne, risquent d'étendre rapidement le conflit à toute l'Europe.

Les patrons font aussi la grimace devant les projets. Ils vont certainement faire présenter par leurs agents directs des amendements en leur faveur ; cette tactique leur a déjà servi avec la loi sur l'arbitrage obligatoire, toute à leur profit, dont ils ont laissé la responsabilité à la majorité Front populaire et plus spécialement aux députés socialistes et communistes.

Les patrons font aussi la grimace devant les projets. Ils vont certainement faire présenter par leurs agents directs des amendements en leur faveur ; cette tactique leur a déjà servi avec la loi sur l'arbitrage obligatoire, toute à leur profit, dont ils ont laissé la responsabilité à la majorité Front populaire et plus spécialement aux députés socialistes et communistes.

La guerre ? Partout, elle se prépare sur le terrain idéologique. Il y a les farouches partisans de l'« union nationale », de Thorez à Reynaud et au delà (pourquoi, d'ailleurs, s'arrêterait-on ?) Mais il y a aussi ceux qui restent dans les équivoques les plus dangereuses, il y a ceux qui acceptent la guerre, d'où il pourra ensuite sortir quelque chose...

Les patrons font aussi la grimace devant les projets. Ils vont certainement faire présenter par leurs agents directs des amendements en leur faveur ; cette tactique leur a déjà servi avec la loi sur l'arbitrage obligatoire, toute à leur profit, dont ils ont laissé la responsabilité à la majorité Front populaire et plus spécialement aux députés socialistes et communistes.

Les patrons font aussi la grimace devant les projets. Ils vont certainement faire présenter par leurs agents directs des amendements en leur faveur ; cette tactique leur a déjà servi avec la loi sur l'arbitrage obligatoire, toute à leur profit, dont ils ont laissé la responsabilité à la majorité Front populaire et plus spécialement aux députés socialistes et communistes.

Dans de larges couches de travailleurs se manifestent du désarroi, de l'inquiétude. Tous les préparateurs de la guerre veulent exploiter cette période pour anéantir la minorité révolutionnaire. Kérisill se joint à Duclos pour dénoncer les « trotskystes agents de l'Allemagne » ; ainsi se prépare une « justice expéditive » plus énergique

Les patrons font aussi la grimace devant les projets. Ils vont certainement faire présenter par leurs agents directs des amendements en leur faveur ; cette tactique leur a déjà servi avec la loi sur l'arbitrage obligatoire, toute à leur profit, dont ils ont laissé la responsabilité à la majorité Front populaire et plus spécialement aux députés socialistes et communistes.

Les patrons font aussi la grimace devant les projets. Ils vont certainement faire présenter par leurs agents directs des amendements en leur faveur ; cette tactique leur a déjà servi avec la loi sur l'arbitrage obligatoire, toute à leur profit, dont ils ont laissé la responsabilité à la majorité Front populaire et plus spécialement aux députés socialistes et communistes.

Dans de larges couches de travailleurs se manifestent du désarroi, de l'inquiétude. Tous les préparateurs de la guerre veulent exploiter cette période pour anéantir la minorité révolutionnaire. Kérisill se joint à Duclos pour dénoncer les « trotskystes agents de l'Allemagne » ; ainsi se prépare une « justice expéditive » plus énergique

Les patrons font aussi la grimace devant les projets. Ils vont certainement faire présenter par leurs agents directs des amendements en leur faveur ; cette tactique leur a déjà servi avec la loi sur l'arbitrage obligatoire, toute à leur profit, dont ils ont laissé la responsabilité à la majorité Front populaire et plus spécialement aux députés socialistes et communistes.

Les patrons font aussi la grimace devant les projets. Ils vont certainement faire présenter par leurs agents directs des amendements en leur faveur ; cette tactique leur a déjà servi avec la loi sur l'arbitrage obligatoire, toute à leur profit, dont ils ont laissé la responsabilité à la majorité Front populaire et plus spécialement aux députés socialistes et communistes.

Arcachon

A qui le tour ? Ces jours derniers, et en bonne place, l'« Huma » annonçait, pour donner le change à ses lecteurs, que le Parti Communiste Russe allait mettre un frein à sa frénésie d'exclusion.

Il est évident que tous bons révolutionnaires avertis ne penseront pas un mot de ce qu'écrivait l'« Huma », puisque, aussi bien, les maîtres du P.C.F. ne l'entendent pas ainsi et se moquent intentionnellement du P.C. Russe...

Pour illustrer la déchéance du P.C.F., il suffit de rappeler le vote du budget par les élus stalinien à la Chambre française, faisant confiance au gouvernement Chautemps...

Rappelons également en passant le vote des fonds secrets, par ces mêmes hommes, actuellement à la disposition de la plus infâme bourgeoisie.

Les Arcachonnais ont le triste privilège de voir ces coupes sombres se perpétuer dans leurs rangs et voyons un peu de près les motifs qui sont invoqués pour continuer à chasser ceux qui sont et veulent conserver leur foi en la Révolution.

C'est ainsi qu'un camarade du P.C.F. réformé de guerre 100 %, dont nous laissons le nom pour le moment, nous indiqua, pour que cela paraisse sur notre journal, qu'il fut accusé ces jours derniers par ses tiers d'« avoir chez lui des soi-disant lampes de poche, qui lui auraient été données par des réfugiés républicains espagnols... »

On indiqua alors au camarade qu'en aucun cas le P.C.F. n'accorderait à ses membres le droit de détenir chez eux la possibilité de répondre, le cas échéant, du tac au tac aux factieux.

Le militant perquisitionné par ses tiers, révolté d'une telle inquisition et de la sottise criminelle de son parti, et prévoyant son exclusion, démissionna immédiatement.

Il fut imité par deux autres camarades, l'un nouvellement venu au P.C.F., et l'autre vieux militant d'avant la scission de Tours.

Il serait intéressant de voir que les militants régionaux du P.C.F., s'abstenant pour une fois de mensonges, réjettent, dans leur « Gironde Populaire », ce que nous indiquons ci-dessus.

LETRES DE LA CASERNE

Jeunes prolétaires sous l'uniforme, nous nous élevons contre ces odieuses brimades ! On punit un pauvre type encaigné pour deux ans dans l'attente de lui faire casser la gueule pour la défense du « domaine » de ses propriétaires...

FRÉMONT SUR LA PEN-TE DE L'UNION SACRÉE

L'Union Anarchiste organisait, à Clichy, la semaine dernière, un meeting sur ce sujet : « L'offensive patronale ».

Si on laisse les stalinien fusiller les révolutionnaires, c'est une tactique, car l'U.R.S.S. fournit des armes.

Si on laisse les stalinien fusiller les révolutionnaires, c'est une tactique, car l'U.R.S.S. fournit des armes.

Si on laisse les stalinien fusiller les révolutionnaires, c'est une tactique, car l'U.R.S.S. fournit des armes.

Si on laisse les stalinien fusiller les révolutionnaires, c'est une tactique, car l'U.R.S.S. fournit des armes.

Si on laisse les stalinien fusiller les révolutionnaires, c'est une tactique, car l'U.R.S.S. fournit des armes.

Les pétroles de Basse-Seine

Qu'entend-on par mécontent ? Le camarade Legagneux, Secrétaire départemental des Produits Chimiques de la Basse-Seine, prétend, en réunion générale au Cercle Franklin, que les mécontents sont tous à la solde du patronat !

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Nous avons les quarante heures mais l'on accepte des heures supplémentaires en plus des dérogations.

Chez Féredo

Parmi nous, il y a beaucoup de camarades qui ont espéré que la formidable évolution sociale du communisme et du socialisme et de la C.G.T. allait amener à la classe ouvrière le pouvoir de contrôler la production dans chaque usine...

La spéculation, organisée par les trusts de toutes les industries, est une arme contre la vitalité et l'économie du pays, et nous sommes en train d'en subir les conséquences...

Les causes en sont bien simples, mais pour cela, il aurait fallu que chaque parti, qui s'honore de défendre la classe ouvrière, fasse vraiment un travail productif.

Quant un camarade prenait la parole pour exprimer son point de vue sur la marche à suivre, on lui disait : il ne faut pas tout casser, il faut de la discipline ; ou bien, si c'était un camarade qui ne pouvait pas très bien s'exprimer, alors on lui disait qu'il ne savait pas ce qu'il voulait.

Par ces procédés, s'ils sont arrivés à éliminer complètement des ouvriers qui auraient été dangereux pour eux par la suite.

Au lieu d'écouter les camarades travaillant dans l'usine et apportant leur collaboration, ils ont préféré appliquer les méthodes préchées à grand renfort de discours par leurs dirigeants politiques, dont le résultat a été une belle loi dite « démocratique » sur le bitrage, une bonne dévaluation, une hausse journalière du coût de la vie, des transports, des impôts, et enfin de tout ce dont les ouvriers ont besoin.

Il est vrai que Thorez, dans ses discours, ne cesse de dire : « il faut faire payer les riches ». Pour la théorie, il est fort, mais pour la pratique, ce n'est pas son genre.

Il est grand temps d'organiser les ouvriers à la lutte prolétarienne. En avant, camarade, viens collaborer dans les rangs de la IV^e Internationale.

Un Groupe d'Ouvriers de l'Usine Féredo.

Un Groupe d'Ouvriers de l'Usine Féredo.

Un Groupe d'Ouvriers de l'Usine Féredo.

Un Groupe d'Ouvriers de l'Usine Féredo.

Un Groupe d'Ouvriers de l'Usine Féredo.

Un Groupe d'Ouvriers de l'Usine Féredo.

Un Groupe d'Ouvriers de l'Usine Féredo.

Un Groupe d'Ouvriers de l'Usine Féredo.

Un Groupe d'Ouvriers de l'Usine Féredo.

Un Groupe d'Ouvriers de l'Usine Féredo.

Un Groupe d'Ouvriers de l'Usine Féredo.

Un Groupe d'Ouvriers de l'Usine Féredo.

Un Groupe d'Ouvriers de l'Usine Féredo.

La leçon d'une tragédie paysanne

Sur les décombres encore fumants de la ferme incendiée des Cornuel pérorant les leaders de parti : Doriot et Dorgères, associés à cette occasion, se partagent la besogne du fascisme et appellent les paysans à l'émeute.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

La leçon d'une tragédie paysanne.

Le conflit de l'alimentation

La semaine dernière, nous avons relaté l'occupation, par les fascistes, de cet établissement. Les prolétaires n'ont pourtant pas l'intention de céder à la menace arrogante de la direction.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Le conflit de l'alimentation.

Plaisir (Seine et Oise)

Dimanche dernier, le Parti communiste français s'est réuni à Plaisir, commune rurale de la région de Versailles.

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Plaisir (Seine et Oise).

Abonne-toi, Fais des Abonnés

Notes dignace Reiss, assassiné sur l'ordre de Staline

Comment on fabrique des "Amis de l'U. R. S. S."

Convocation Comité Central